

République tchèque : un réengagement cohérent en Afrique

Description

Malgré des liens anciens et étroits tissés avec le continent africain, notamment à l'époque socialiste, la République tchèque s'en est ensuite détournée au profit de l'axe euro-atlantique. Forte d'une image de pays non-colonial, elle y opère depuis une quinzaine d'années un retour de plus en plus affirmé, au service d'intérêts commerciaux, mais aussi stratégiques.

C'est peu dire que l'Afrique a été jusqu'en 2023 pour la République tchèque un espace lointain et non-prioritaire. En 2006, Václav Klaus (en tant que président et que Premier ministre) a bien foulé le sol subsaharien lors d'une tournée unique en Afrique du Sud et au Nigéria. Mais, depuis la Révolution de velours et la scission d'avec la Slovaquie, les relations tchéco-africaines s'étaient recentrées sur quelques pôles seulement, notamment l'Afrique du Sud, l'Éthiopie et l'Égypte – cette dernière plus favorisée en termes de visites de haut niveau. Les relations avec l'Afrique du Sud et l'Égypte s'étaient rapidement densifiées, au niveau commercial comme politique. Le maintien de l'ambassade tchèque en Éthiopie, dont la fermeture avait été un temps envisagée (1992), a permis de continuer à disposer d'un poste auprès de l'Union africaine (UA). Les relations avec l'Égypte participent, elles, bien plus d'un tropisme pro-israélien que d'un véritable intérêt pour le continent, même si le pays est régulièrement défini par les décideurs tchèques comme un partenaire majeur au sein du monde arabe.



L'argument historique et mémoriel

Au cours des années 1990 et 2000, l'heure est au renforcement des relations euro-atlantiques et aux économies d'échelle. Nombreux sont alors les postes diplomatiques à fermer, en Angola, au Congo-Brazzaville, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mozambique, en Tanzanie ou encore en Zambie. Contrairement à d'autres pays de l'ancien bloc de l'Est, la République tchèque ne tente pas, tout d'abord, de faire de sa transition démocratique un « article d'exportation ». Un intérêt pour des relations commerciales et économiques denses subsiste certes, mais il se limite aux plus grandes économies africaines. Encore ces timides efforts sont-ils parfois frustrés, là par un coup d'État (Nigéria), ici par une guerre civile (Angola). Ailleurs (Côte d'Ivoire, Kenya, Maroc), cette stratégie ne se traduit par aucune relation politique suivie.

Malgré les [arguments d'ordre moral ou émotionnel désormais invoqués](#) pour promouvoir les relations bilatérales avec des partenaires en Afrique, il n'est pas tout à fait juste de prétendre que la République tchèque – ou plutôt la Tchécoslovaquie – n'y a jamais eu d'intérêt colonial. Dès l'indépendance en 1918, le nouvel État nourrit ainsi des visées sur le Togoland allemand (actuels Togo et ouest du Ghana). Les voyages d'Emil Holub en Afrique australe, par ailleurs célébrés aujourd'hui par la diplomatie tchèque, nourrissent un imaginaire colonial et une vision raciste des populations locales. Des missionnaires tchèques dans les actuels Soudan et Soudan du Sud ont participé non seulement d'un projet colonial autrichien, mais aussi de ce qui a été nommé un « colonialisme alternatif ».

La République tchèque peut néanmoins s'enorgueillir d'un réseau diplomatique ancien et actif, notamment en Égypte (dont l'indépendance est reconnue par Prague dès 1922) et en Éthiopie. La position difficile de la Tchécoslovaquie en Europe ne l'empêche pas, en effet, de soutenir cette dernière au travers de la politique d'Edvard Beneš, ministre des Affaires étrangères (1918-1935) puis président (1935-1938), tant avant qu'après l'invasion italienne (1935). Un traité commercial bilatéral est d'ailleurs signé en 1934.

La diplomatie tchèque s'appuie aussi naturellement sur la [mémoire de la République socialiste de Tchécoslovaquie](#), malgré une distanciation momentanée vis-à-vis des anciens partenaires. Il n'est ainsi pas anodin que l'aide au développement tchèque se concentre aujourd'hui sur l'Angola, l'Éthiopie et la Zambie, qui figurent parmi les anciens pays amis. Des investissements industriels majeurs, des coopérations dans les domaines agricole, médical et technique, s'ajoutent à des fournitures massives de matériel de guerre à travers le continent. Brillant second de l'URSS en Afrique, la Tchécoslovaquie y a assumé durant les années socialistes un rôle disproportionné au regard de sa taille, soutenant les mouvements indépendantistes et les gouvernements alignés, de la Guinée au Soudan et de l'Algérie au Congo. Ainsi la Tchécoslovaquie entretient-elle dans les années 1950 le plus large réseau diplomatique du bloc de l'Est en Afrique, devant l'URSS.

Combattre le terrorisme et prévenir l'immigration

Désormais intégrée à l'UE et à l'OTAN, et pouvant se prévaloir d'un niveau de développement qui lui permet d'envisager une aide plus conséquente pour les pays du Sud, la République tchèque a peu à peu retrouvé un intérêt géostratégique pour les marges du continent européen. À la suite des Printemps arabes, elle a cherché à faire profiter la Libye et la Tunisie (2011) – nations aussi soutenues par la Pologne – de son expérience en matière de transition. La relation entamée avec la Tunisie a permis de créer un partenariat stable, axé sur le développement des relations économiques et de la coopération de défense. En revanche, la détérioration de la situation en Libye a conduit à un retrait, dès 2014.

La rationalisation du réseau diplomatique tchèque, lancée en 2010, loin de servir uniquement une logique d'austérité, doit refléter des priorités réfléchies et assumées. Les relations avec l'Angola, difficiles jusqu'à la fin de la guerre civile (2002) puis relancées ensuite, n'obtiennent d'abord pas les résultats escomptés, notamment au point de vue commercial. L'ambassade, rouverte en 2002, est à nouveau fermée en 2015 ; le pays n'est plus un destinataire prioritaire de l'APD tchèque. La Zambie prend le chemin inverse: alors que l'ambassade à Harare (Zimbabwe), héritage socialiste, ferme en 2017, une autre ouvre dans sa capitale Lusaka.

Surtout, à partir de 2013, Prague répond à l'[appel de la France](#), qui cherche à européaniser son intervention au Mali. Étonnamment, cet engagement suscite peu de débats dans le pays alors qu'il se massifie rapidement : 50 militaires tchèques sont d'abord engagés dans EUTM Mali, la mission européenne de formation de l'armée malienne puis des armées du G5 Sahel, puis 118 en 2018, fournissant le deuxième contingent le plus important. La République tchèque assume même par deux fois le commandement de la mission (2020 et 2022), à laquelle elle participe jusqu'en 2022. La République tchèque a ensuite participé à la MINUSMA, mission de l'ONU au Mali, de 2015 à 2023, et a participé au financement du G5 Sahel.

De même qu'en Libye et en Tunisie, cet engagement vise à contenir les flux migratoires et à combattre le terrorisme, perçus comme des menaces pour le continent européen tout entier. Cet engagement s'amenuise néanmoins à la mesure de celui de la France, et l'ambassade tchèque à Bamako, ouverte en 2019, ferme en 2022. Cette ouverture s'était accompagnée d'une stratégie pour la stabilisation du Sahel (2019) qui incluait un intérêt marqué pour la force Takuba, malgré un [déploiement tardif imputable à la partie française](#) (2021-2022).

S'engager en Afrique : développement d'une politique africaine souveraine

Cette expérience en Afrique du Nord et au Sahel n'a pas été stérile. L'intérêt renouvelé pour le nord et l'ouest du continent a généré un renforcement des relations avec l'Algérie (signature d'un accord de coopération militaire en 2015), le Maroc (visite d'Andrej Babiš en 2018) ou encore le Sénégal (ouverture d'une ambassade à Dakar en 2017).

L'expertise tchèque en matière d'industrie minière, de productions de machines-outils, de transports et de défense, ainsi que l'héritage socialiste, permettent au pays d'obtenir des contrats importants, qu'il s'agisse de la modernisation des aéroports sénégalais (2019) ou de la large flotte de jets Aero L-39 Albatros, toujours opérés par onze pays africains. [Huit L-39 Skyfox, leur successeur, doivent être livrés en 2026-2027 à des pays africains](#) non-identifiés.

En septembre 2022, le gouvernement tchèque a formulé pour la première fois une stratégie autonome. Intitulée « [S'engager en Afrique](#) », elle consacre la place de l'Afrique comme théâtre prioritaire de la politique étrangère du pays.

En dehors des traditionnelles préoccupations commerciales, y figurent désormais celles issues de l'engagement tchèque au Sahel (terrorisme et migration), mais aussi un volet plus récent, conséquence directe de l'invasion russe de l'Ukraine.

Le dialogue avec l'Afrique – 54 États membres de l'ONU – est nécessaire à la bataille diplomatique qui s'est engagée et dont l'enjeu est la refonte de l'ordre international. Ainsi, la convocation d'arguments historiques et mémoriels sert à répondre aux préoccupations africaines, soulignant la volonté tchèque d'établir des partenariats mutuellement bénéfiques.

Les visites de haut niveau se multiplient. Lorsque A. Babiš se rend au Maroc en 2018, il s'agit de la première visite d'un Premier ministre tchèque sur le continent africain depuis douze ans. Suivent plusieurs déplacements du Petr Fiala et du président Petr Pavel à partir de 2022, notamment la première tournée africaine d'un chef de gouvernement tchèque en 2023, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Ghana et au Kenya.

Malgré une politique toujours très ciblée – la République tchèque reste une puissance moyenne –, les relations sont réactivées avec plusieurs pays précédemment non-prioritaires hormis du point de vue commercial. C'est notamment le cas du Ghana, de la Mauritanie, du Mozambique, du Nigéria, de l'Ouganda, du Rwanda et du Sénégal. Les relations avec l'Angola reprennent de l'envergure. En 2023 et 2024, les présidents de l'Angola et du Mozambique ainsi que le Premier ministre éthiopien visitent la République tchèque. La dernière visite officielle d'un chef d'État ou de gouvernement africain à Prague datait de 1999.

L'accent très appuyé du nouveau gouvernement Babiš (en place depuis décembre 2025) sur les sujets sécuritaires et migratoires ainsi que son approche transactionnelle des relations internationales ne devraient pas altérer sensiblement la politique africaine de la République tchèque, puisque ces considérations en sont le socle. S'il est probable qu'elle soit davantage axée sur la maximisation des exportations et moins sur la coopération en matière de gouvernance, et dirigée avant tout par les intérêts proprement tchèques, la dynamique initiée en 2022, servant d'ores et déjà cet agenda, est probablement vouée à se poursuivre et à s'amplifier.

Vignette : Le Premier ministre tchèque Jan Lipavský rencontre le Président zambien Hakainde Hichilema, en juin 2023 à Lusaka (copyright : [site du ministère tchèque des Affaires étrangères](#)).

* Mathieu Gotteland est docteur en histoire de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne et analyste pour les think tanks africains CRCA et CACD.

Pour citer cet article : Mathieu Gotteland (2026), « République tchèque : un réengagement cohérent en Afrique », *Regard sur l'Est*, 27 juillet.



[Retour en haut de page](#)

date créée

27/07/2026

Champs de Méta

Auteur-article : Mathieu Gotteland*